

CAMERA DEI DEPUTATI

N. 2155

DISEGNO DI LEGGE

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(FORLANI)

DI CONCERTO COL MINISTRO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE
(SCOTTI)

Ratifica ed esecuzione della Convenzione n. 144 concernente le consultazioni tripartite destinate a promuovere l'adozione di norme internazionali del lavoro, adottata a Ginevra il 21 giugno 1976 nel corso della 61^a sessione della Conferenza internazionale del Lavoro

Seduta del 2 maggio 1978

ONOREVOLI COLLEGHI! — La presente Convenzione, adottata il 21 giugno 1976 dalla 61^a sessione della Conferenza internazionale del Lavoro, si ispira ai contenuti delle Convenzioni n. 87 sulla « libertà sindacale e la protezione del diritto sindacale » e n. 98 sul « diritto di organizzazione e di contrattazione collettiva », entrambe ratificate dal nostro Paese.

Lo strumento in esame dispone che gli Stati membri che ratificano la Convenzione si impegnano ad attuare meccanismi che assicurino efficaci consultazioni tra rappresentanti del Governo, delle organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori sulle materie concernenti l'attività dell'OIL.

Per « organizzazioni rappresentative » si intendono le organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, che godono del diritto della libertà di associazione.

I datori di lavoro ed i lavoratori dovranno essere rappresentati su una base di eguaglianza nell'ambito dell'organismo per mezzo del quale avranno luogo le consultazioni.

L'organismo tripartito dovrà prendere in esame i seguenti argomenti:

a) le risposte dei governi, sia ai questionari sui punti all'ordine del giorno della Conferenza sia ai commenti sui progetti di testi che dovranno essere esaminati nella stessa sede;

b) le relazioni per la presentazione al Parlamento degli strumenti adottati;

c) il riesame delle Convenzioni non ratificate;

d) i rapporti biennali sulle Convenzioni ratificate;

e) le proposte di denuncia di Convenzioni ratificate.

Per quanto riguarda il nostro Paese presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale è stato istituito ed è operante un'« organismo tecnico tripartito per i problemi dell'OIL », che si riunisce, su iniziativa del Ministero, ogni qualvolta sia necessario approfondire determinati argomenti in relazione all'attività dell'OIL.

Le riunioni avvengono soprattutto in occasione della partecipazione italiana alla Conferenza annuale, alle sessioni delle Commissioni d'industria o ad altre attività dell'organizzazione.

Dell'organismo in questione fanno parte esponenti designati dalle organizzazioni professionali più rappresentative degli imprenditori e dei lavoratori; in particolare per i datori di lavoro: Confindustria, Confagricoltura, Confcommercio, Intersind, ASAP; per i lavoratori, la Federazione unitaria CGIL-CISL-UIL.

In relazione a specifici argomenti in esame presso la Conferenza dell'OIL, la rappresentanza delle parti sociali è integrata da esponenti delle organizzazioni di categoria interessate.

Per il Governo partecipano alla riunione dell'organismo oltre ai rappresentanti del Ministero del lavoro e del Ministero degli esteri, esponenti degli altri Dicasteri competenti per materia.

L'attività dell'organismo tecnico tripartito corrisponde in linea di massima a quanto previsto dalla Convenzione n. 144, oggetto dell'allegato disegno di legge.

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione n. 144 concernente le consultazioni tripartite destinate a promuovere l'adozione di norme internazionali del lavoro, adottata a Ginevra il 21 giugno 1976 nel corso della sessantunesima sessione della Conferenza internazionale del Lavoro.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 8 della Convenzione stessa.

CONVENTION 144

CONVENTION**concernant les consultations tripartites destinées a promouvoir la mise en oeuvre des normes internationales du travail**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 2 juin 1976, en sa soixante et unième session;

Rappelant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes — en particulier la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et la recommandation sur la consultation aux échelons industriel et national, 1960 — qui affirment le droit des employeurs et des travailleurs d'établir des organisations libres et indépendantes et demandent que des mesures soient prises pour promouvoir des consultations efficaces au niveau national entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que les dispositions de nombreuses conventions et recommandations internationales du travail qui prévoient la consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs sur les mesures à prendre pour leur donner effet;

Après avoir examiné la quatrième question à l'ordre du jour de la session, qui est intitulée: « Création de mécanismes tripartites chargés de promouvoir la mise en oeuvre des normes internationales du travail », et après avoir décidé d'adopter certaines propositions concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en oeuvre des normes internationales du travail;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent soixante-seize, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

ARTICLE 1.

Dans la présente convention, les termes « organisations représentatives » signifient les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs, jouissant du droit à la liberté syndicale.

ARTICLE 2.

1. Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à mettre en oeuvre des procédures qui assurent des consultations efficaces entre les représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs sur les questions concernant les activités de l'Organisation internationale du Travail, énoncées à l'article 5, paragraphe 1, ci-dessous.

2. La nature et la forme des procédures prévues au paragraphe 1 du présent article seront déterminées dans chaque pays, conformément à la pratique nationale, après consultation des organisations représentatives, s'il en existe et si de telles procédures n'ont pas encore été établies.

ARTICLE 3.

1. Aux fins des procédures visées par la présente convention, les représentants des employeurs et des travailleurs seront choisis librement par leurs organisations représentatives, s'il en existe.

2. Les employeurs et les travailleurs seront représentés sur un pied d'égalité au sein de tout organisme au moyen duquel les consultations auraient lieu.

ARTICLE 4.

1. L'autorité compétente assumera la responsabilité du support administratif des procédures visées par la présente convention.

2. Des arrangements appropriés seront pris entre l'autorité compétente et les organisations représentatives, s'il en existe, pour le financement de toute formation nécessaire aux personnes participant à ces procédures.

ARTICLE 5.

1. Les procédures visées par la présente convention devront avoir pour objet des consultations sur:

a) les réponses des gouvernements aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail et les commentaires des gouvernements sur les projets de textes qui doivent être discutés par la Conférence;

b) les propositions à présenter à l'autorité ou aux autorités compétentes en relation avec la soumission qui doit leur être faite des conventions et recommandations, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail;

c) le réexamen, à des intervalles appropriés, de conventions non ratifiées et de recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet, pour envisager les mesures qui pourraient être prises afin de promouvoir leur mise en oeuvre e leur ratification, le cas échéant;

d) les questions que peuvent poser les rapports à présenter au Bureau international du Travail au titre de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail;

e) les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées.

2. Afin d'assurer un examen adéquat des questions visées au paragraphe 1 du présent article, des consultations auront lieu à des intervalles appropriés fixés d'un commun accord, mais au moins une fois par an.

ARTICLE 6.

Lorsque cela paraît approprié après consultation avec les organisations représentatives, s'il en existe, l'autorité compétente produira un rapport annuel sur le fonctionnement des procédures visées par la présente convention.

ARTICLE 7.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 8.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 9.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 10.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 11.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 12.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 13.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 9 ci-des-

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

sus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 14.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixante et unième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingt-deuxième jour de juin 1976.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-troisième jour de juin 1976:

Le Président de la Conférence,

M. O'LEARY

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

CONVENZIONE N. 144

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE**sulle consultazioni tripartite destinate a promuovere
l'adozione di norme internazionali del lavoro**

La Conferenza generale della Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio d'amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e riunitasi nella sua sessantunesima sessione il 2 giugno 1976;

Ricordando i termini delle convenzioni e raccomandazioni internazionali del lavoro esistenti - in particolare la convenzione sulla libertà sindacale e la protezione del diritto sindacale, 1948, la convenzione sul diritto di organizzazione e di negoziazione collettiva, 1949, e la raccomandazione sulla consultazione ai livelli industriale e nazionale, 1960 - che affermano il diritto dei datori di lavoro e dei lavoratori di creare delle organizzazioni libere ed indipendenti e chiedono che siano adottate delle misure per promuovere efficaci consultazioni a livello nazionale tra le autorità pubbliche e le organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori, nonché le disposizioni di numerose convenzioni e raccomandazioni internazionali del lavoro che prevedono la consultazione delle organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori sulle misure da prendere allo scopo di attuarle;

Dopo aver esaminato il quarto punto all'ordine del giorno della sessione, dal titolo: « Creazione di meccanismi tripartiti incaricati di promuovere l'attuazione delle norme internazionali del lavoro », e dopo aver deciso l'adozione di alcune proposte relative alle consultazioni tripartite destinate a promuovere l'attuazione delle norme internazionali del lavoro;

Dopo aver deciso che tali proposte devono assumere la forma di una convenzione internazionale, adotta, il 21 giugno 1976, la seguente convenzione, che sarà denominata Convenzione sulle consultazioni tripartite relative alle norme internazionali del lavoro, 1976.

ARTICOLO 1.

Nella presente Convenzione, i termini « organizzazioni rappresentative » significano le organizzazioni più rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, che godono del diritto di libertà sindacale.

ARTICOLO 2.

1. Ogni Membro dell'Organizzazione internazionale del Lavoro che ratifichi la presente Convenzione si impegna ad adottare procedure che assicurino consultazioni efficaci tra i rappresentanti del Governo, datori di lavoro e lavoratori sulle questioni relative alle attività dell'Organizzazione internazionale del Lavoro enunciate nel paragrafo 1 dell'articolo 5 che segue.

2. La natura e la forma delle procedure previste al paragrafo 1 del presente articolo saranno determinate in ogni Paese, conformemente alla pratica nazionale, previa consultazione delle organizzazioni rappresentative, ove esistano e se tali procedure non sono ancora state fissate.

ARTICOLO 3.

1. Ai fini delle procedure previste dalla presente Convenzione, i rappresentanti dei datori di lavoro e dei lavoratori saranno scelti liberamente dalle loro organizzazioni rappresentative, ove esistano.

2. I datori di lavoro e i lavoratori saranno rappresentati su basi di uguaglianza in seno ad ogni organismo per mezzo del quale le consultazioni avranno luogo.

ARTICOLO 4.

1. L'autorità competente si assumerà la responsabilità del supporto amministrativo delle procedure previste dalla presente Convenzione.

2. Verranno presi adeguati accordi tra l'autorità competente e le organizzazioni rappresentative, ove esistano, per il finanziamento di ogni formazione necessaria alle persone che partecipino a tali procedure.

ARTICOLO 5.

1. Le procedure previste dalla presente Convenzione dovranno avere per oggetto delle consultazioni su:

a) le risposte dei Governi ai questionari sui punti iscritti all'ordine del giorno della Conferenza internazionale del Lavoro ed i commenti dei Governi sui progetti dei testi che devono essere discussi dalla Conferenza;

b) le proposte da presentare all'autorità o alle autorità competenti in relazione con la presentazione che deve loro essere fatta delle Convenzioni e raccomandazioni, conformemente all'articolo 19 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro;

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

c) il riesame, ad intervalli appropriati, di convenzioni non ratificate e di raccomandazioni alle quali non è stato ancora dato effetto, per prevedere le misure che potrebbero essere adottate al fine di promuovere l'attuazione e la ratifica, a seconda del caso;

d) le questioni che possono derivare dai rapporti da presentare all'Ufficio internazionale del Lavoro in base all'articolo 22 della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro;

e) le proposte relative alla denuncia di convenzioni ratificate.

2. Al fine di assicurare un adeguato esame delle questioni previste al paragrafo 1 del presente articolo, delle consultazioni avranno luogo ad intervalli appropriati, fissati di comune accordo, ma almeno una volta all'anno.

ARTICOLO 6.

Quando appare appropriato, previa consultazione con le organizzazioni rappresentative, ove esistono, l'autorità competente redigerà un rapporto annuale sul funzionamento delle procedure previste dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 7.

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 8.

1. La presente Convenzione sarà vincolante unicamente per i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore Generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due membri saranno state registrate dal Direttore Generale.

3. Successivamente la presente Convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui la sua ratifica sarà stata registrata.

ARTICOLO 9.

1. Ogni membro che abbia ratificato la presente Convenzione può denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni dopo la data dell'entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante un atto comunicato al Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denuncia avrà effetto solo un anno dopo essere stata registrata.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro il termine di un anno dopo la scadenza del periodo di dieci anni menzionato al paragrafo precedente, non farà uso della facoltà di denuncia prevista dal presente articolo sarà vincolato per un nuovo periodo di dieci anni e, successivamente, potrà denunciare la presente Convenzione allo scadere di ogni periodo di dieci anni alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 10.

1. Il Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica, comunicatagli, il Direttore Generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore.

ARTICOLO 11.

Il Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario Generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete in merito a tutte le ratifiche e a tutti gli atti di denunce che egli avrà registrato conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 12.

Ogni qualvolta lo riterrà necessario il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà se sia opportuno iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 13.

1. Nel caso in cui la Conferenza adotti una nuova Convenzione che comporti una revisione totale o parziale della presente Convenzione e a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova Convenzione che preveda una revisione comporterà *ipso jure* l'immediata denuncia della presente Convenzione, nonostante le disposizioni dell'articolo 9 sopra enunciato, con la riserva che la nuova Convenzione di revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione di revisione, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione resterà in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'avranno ratificata e che non ratifichino la Convenzione di revisione.

ARTICOLO 14.

Le versioni francese e inglese del testo della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua sessantunesima sessione tenutasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 22 giugno 1976.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le proprie firme il 23 giugno 1976:

Il Presidente della Conferenza,

M. O'LEARY

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro,

FRANCIS BLANCHARD